



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
CALVADOS

Chambr'Agri 14

Lettre d'information de la Chambre d'agriculture du Calvados

Février 2014
N° 255

Actualité



p 3

Circuits courts
Transformer
ne s'improvise pas !

Action des élus



p 5

Circulation des engins agricoles
Les éléments de la
concertation sont en place

Services



p 12

Vous avez un projet bâtiment ?
Ayez le réflexe
Chambre d'agriculture !

Dossier



p 6-7

Gestion des déchets

Pour en **finir**
avec les
pneus
de **silos** !

édito

Captages

Etre l'interface entre l'Etat, ses services, les collectivités et les agriculteurs, fait partie des missions de la Chambre d'agriculture du Calvados.

C'est dans ce cadre qu'un accord de principe, en attente de signature d'une convention en bonne et due forme, a été obtenu par la Chambre afin que lui soit confié le travail d'expertise et de chiffrage des préjudices subis par les agriculteurs sur les périmètres de captages d'eau de la ville de Caen.

En effet, la ville, par l'intermédiaire de son syndicat d'eau (RESEAU) a suivi notre demande, demande maintes fois réitérée et qui, aujourd'hui acceptée, permettra de rétablir un peu de sérénité sur le terrain. Sa connaissance du terrain, des agriculteurs et de leurs pratiques est, pour la Chambre d'agriculture, un gage de confiance auprès des agriculteurs, ce qui n'est pas toujours le cas avec des cabinets extérieurs qui n'ont qu'une vision très partielle de l'agriculture et de ses règles.

La Chambre d'agriculture du Calvados a maintes fois prouvé sa capacité d'expertise, en matière de bâtiment, mais également d'aménagements routiers et autres. En engageant ses équipes dans cette nouvelle mission, elle fait de nouveau la preuve de son engagement au service des agriculteurs.

Faire plus

Faire plus, faire mieux avec moins, ce message adressé aux agriculteurs par notre ministre et relayé par le chef de l'Etat me laisse sceptique sur la finalité économique de nos entreprises. Serait-il possible à titre d'exemple que l'Etat, pour équilibrer son budget fasse plus, fasse mieux en taxant moins les citoyens ? Ce n'est certainement pas le message envoyé jusqu'ici.

Michel Legrand

Président de la Chambre d'agriculture du Calvados

Les offres
du moisRenouvellement
des générationsExploitation cherche
repreneur

Cœur du Pays d'Auge, proche Lisieux. Petite exploitation à céder. La reprise comprend 5 hectares de Surface agricole utile (SAU), le corps de ferme (ancien) et la maison d'habitation. Structure qui pourrait convenir à un projet en diversification.

Sud-Ouest Pays d'Auge, proche St Pierre sur Dives. Petite exploitation à céder. La reprise comprend 4,60 hectares de SAU, les bâtiments (récemment rénovés) et la maison d'habitation (fort potentiel). Structure qui conviendrait à un projet en diversification. Cession pour cause de reconversion.

Centre Pays d'Auge. Gaec en lait transformation vente directe en agriculture biologique, actuellement à 2 associés, cherche un 3^{ème} associé pour intégrer le groupe. Structure fonctionnelle et rentable, à 3 UTH dont 1 UTH salariée. Profil recherché : candidat intéressé par la transformation fromagère, mais surtout motivé par l'agriculture de groupe en agriculture biologique.

Région Bessin. A céder exploitation agricole avec une référence laitière de 339 000 litres. 90 ha. Vente du corps de ferme sur 2 ha et des bâtiments modernisés. Location des terres. Reprise cheptel mort et vif.

Région Bocage. A céder exploitation agricole lait-viande. Référence laitière 270 000 litres. 80 hectares. Vente du corps de ferme. Location des terres. Reprise du cheptel mort et vif.

Contact installation-transmission

Nos conseillers, à votre écoute
Plaine de Caen-Falaise, Pays d'Auge :
Émilie Legros - 02 31 31 87 64
Bessin, Bocage :
Denis Decaen - 02 31 51 66 35

Point Info Installation
02 31 70 25 09 (permanences
le matin, du lundi au jeudi) ou par mail :
point-info@calvados.chambagri.fr

Safer de Basse-Normandie
www.safer.fr/safer-basse-normandie.asp

58 installations
aidées en 2013

Le tableau ci-dessous indique le nombre d'installations aidées dans le Calvados par production :

Lait	34
Grandes cultures	8
Vaches allaitantes	7
Equins	5
Maraîchage	2
Aquaculture	1
Huitres	1

Le profil de ces 58 jeunes agriculteurs est le suivant :

- 40 hommes, 18 femmes
- 27 ans d'âge moyen
- 31 jeunes d'origine agricole, 27 d'origine non agricole
- 42 installations effectuées dans un cadre familial, 16 hors cadre familial
- 43 installations en société (27 Earl, 15 Gaec, 1 Scea), 15 en individuel

■ une localisation des projets prépondérante dans le Bocage (22 jeunes concernés), le Pays d'Auge (17) puis, dans une moindre mesure, la Plaine et le Bessin (respectivement 10 et 9 installations recensées)

■ près de 60 % des projets sont en production laitière.

Compléments laitiers

Ces installations en lait bénéficient de compléments laitiers :

- ▶ 16 projets se sont réalisés avec +60 000 l, la rallonge "de base",
- ▶ 9 avec 80 000 l, un supplément étant octroyé aux exploitations porteuses d'un faible quota,
- ▶ 8 avec 90 000 l, il s'agit ici d'installations à structure constante sans apport de foncier (cette possibilité récente d'installation "sans terre" a permis la

On compte, à l'issue de l'année 2013, 58 installations aidées pour le Calvados, contre 69 en 2012, 55 en 2011 et 63 en 2010. A noter tout de même un nombre important de dossiers initialement prévus en fin d'année et reportés à début 2014 : ainsi, 10 projets sont passés en groupe de travail DJA en janvier.

concrétisation de projets, souvent de couples, là où l'accès au foncier est difficile et coûteux),

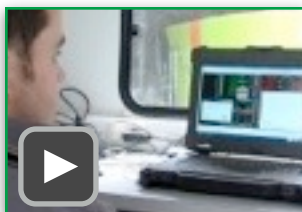
▶ 1 jeune n'a pas souhaité être attributaire de rallonge.

Ces règles de rallonge rentrent dans leur dernière année d'existence puisque l'on aborde la campagne 2014/2015 à l'issue de laquelle les quotas gérés administrativement prennent fin, relayés par la contractualisation avec les laiteries. La conférence de bassin s'est positionnée, pour cette ultime année, pour la reconduction des compléments de 60 000 et 90 000 l et la suppression de la rallonge de 80 000 l (en attente de l'arrêté pour confirmation de ces orientations).

Barbara Lebrun

Tél. 02 31 53 55 03

b.lebrun@calvados.chambagri.fr



Cap Agir

Un test pour soigner
sa consommation

vidéo en ligne sur webagri14.com (également sur YouTube).

Les frais de carburant peuvent représenter 50% du coût horaire d'un tracteur, une bonne raison pour vérifier sa consommation.

James Louvet, trésorier et responsable du groupe tracteurs de la Cuma des Moissons :

"Chaque nouveau tracteur de la Cuma passe au banc d'essai après 18 mois à 2 ans, soit 1500 heures. Le banc permet de situer leur consommation et leur puissance. Par exemple, sur les 2 derniers tracteurs achetés, des modèles identiques, tous les tests montrent qu'ils sont dans les normes de puissance et de consommation par rapport aux courbes de référence établies par le banc d'essai. Les données annoncées par le

constructeur sont bien respectées.

Le banc d'essai permet aussi de vérifier les pratiques. Ainsi, avec le round baller, nous utilisons la prise de force économique et le banc d'essai démontre bien une consommation beaucoup moins importante, avec suffisamment de puissance. Il faut bien l'adapter au matériel, j'ai essayé avec la herse, à 1500t/mn, la puissance ne suffit pas.

Le concessionnaire est juge et partie et a parfois du mal à admettre que le tracteur qu'il a vendu peut présenter des éléments défectueux. Avec Aile, structure indépendante des marques, l'analyse est plus objective."

Matthias Reveleau, technicien chez Aile : "Les contrôles montrent que l'on

a beau avoir le même tracteur que le voisin, on a pas forcément les mêmes performances sous le capot. 20% des tracteurs ont un défaut : problèmes de pompes, de cartographie moteur avec les nouvelles générations, mais aussi d'entretien pour pallier l'usure normale du moteur."

Florian Frémont, technicien des Cuma de Basse-Normandie : "Le coût d'un passage au banc d'essai est de 85 €, 50% du coût réel, le Conseil général du Calvados subventionnant l'autre moitié. Dans un contexte de volatilité des prix du carburant, il reste important de maîtriser ses charges de mécanisation."

Tout agriculteur peut accéder aux tests réalisés par le banc d'essai Aile.

Des témoignages
d'agriculteurs,
des pistes
concrètes pour
conforter son
revenu, c'est le
principe de l'opération Cap Agir.



Circuits courts

Transformer ne s'improvise pas !

Les 19 et 20 novembre derniers, Patrick Anglade, formateur-conseiller en fromagerie implanté dans l'Ariège, est venu partagé son expérience en laiterie et fromagerie acquise durant plusieurs années au service des transformateurs laitiers et fromagers fermiers pour aider les producteurs du Calvados à transformer leur lait. Huit agriculteurs ont transformé le lait de la ferme des Pâtis à

Mery Corbon en crème, yaourt, beurre et fromage blanc. Les travaux pratiques étaient accompagnés de cours de théorie pour comprendre techniquement les changements s'opérant dans le lait lors des différentes étapes de transformation pour les produits étudiés.

Acquérir ou perfectionner ses connaissances au contact de spécialistes reconnus au niveau national fait partie des clefs de



© bureausd'agri - Fotolia

réussite quand on se lance dans la diversification. Aussi, la Chambre d'agriculture souhaite poursuivre cette mise en relation producteurs/spécialistes dans le cadre de son programme de formation.

Produits fermiers, formez-vous !

Les prochaines formations techniques en produits fermiers se déroulent dans le Calvados :

Le 3 mars 2014 :

Gilles Moreau, conseiller formateur en produits fermiers, vous apportera tous ses conseils sur **l'aménagement de points de vente** : agencement du local, mise en avant du produit, relation client... Les clefs de réussite de la vente à la ferme vous seront livrées.

Le 4 mars 2014 :

Le lendemain, il poursuivra son intervention dans le Calvados en abordant, à partir de vos chiffres, **le prix de vente des produits fermiers**.

Trop souvent, les producteurs se basent sur les chiffres de la concurrence sans étudier leurs charges et le temps passé à produire et à vendre. Lors de cette formation, vous apprendrez la méthode d'analyse de vos charges et la mettrez en pratique sur vos propres produits.

les 3 et 4 avril 2014 :

Francis Martinet, Conseiller spécialisé abattage et transformation des volailles interviendra dans une formation intitulée **hygiène et technique en abattage de volailles**.

Un programme régional de formation en Produits Fermiers et Agritourisme est disponible. Pour vous inscrire ou visionner le programme complet de formation, consultez notre site internet : www.webagri14.com.

La transformation du lait, une opération qui demande un réel savoir-faire

Promouvoir les métiers de l'agriculture auprès des jeunes

Sensibiliser les jeunes aux métiers de l'agriculture et à leur diversité est une des ambitions affichées par la Commission Enseignement, Emploi et Formation mise en place par la Chambre en juin dernier.

Les collégiens sont un public prioritaire, car les années du collège correspondent à des choix d'orientations et il est important que les élèves soient bien informés de la diversité des métiers qui peuvent être préparés grâce aux formations de l'enseignement agricole.

L'enseignement agricole regroupe plus de 12% des effectifs des élèves et étudiants et propose des formations variées dans des domaines larges allant de la production, à la transformation agro-alimentaire en passant par les services en milieu rural et l'aménagement des espaces.

Le taux d'insertion professionnelle est de plus de 85 % (enquête 45/33 mois après sortie). Il atteint même 93 % pour les BTS A (brevet de technicien supérieur agricole).

Le succès de cette insertion professionnelle s'explique notamment par la place des professionnels dans

la formation et dans la vie des établissements. L'intégration des établissements dans leur territoire et leur bassin d'emploi est aussi un facteur de réussite.

Former les actifs de demain

L'enjeu est important : amener un public plus nombreux, notamment dans les métiers de la production pour former les actifs de demain et mieux faire connaître les perspectives offertes dans l'enseignement agricole.

Les élus souhaitent que l'évènement soit l'occasion de présenter les métiers de chef d'exploitation, salariés mais aussi tous les métiers de services autour de l'agriculteur : inséminateur, conseiller de gestion, comptable, contrôleur laitier, agent de laiterie, conseiller agricole... et ceci sur le site d'une exploitation pour que les jeunes identifient plus facilement ce qu'est une exploitation agricole aujourd'hui.

Des premiers contacts ont été pris avec des collèges du département situés dans les secteurs ruraux : le Bessin, le Bocage et le Pays d'Auge.

2014 permettra de lancer un premier projet avec l'objectif de développer cette initiative sur le département pour proposer à tous les collégiens une ouverture sur le secteur agricole.

Véronique Desanais

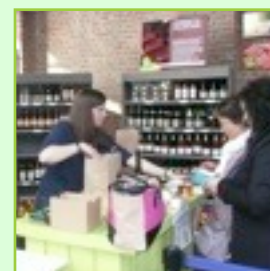
Tél. 02 31 70 25 23

v.desanais@calvados.chambagri.fr

Caroline Kervarec

Tél. 02 31 70 25 59

c.kervarec@calvados.chambagri.fr



La réussite de la vente à la ferme passe d'abord par un local bien agencé

Pour bien fixer son prix de vente, il faut étudier ses charges et le temps passé à produire et à vendre



Pré-refroidisseurs

Les aides à l'acquisition reconduites en 2014

Destiné à abaisser la température du lait avant son arrivée au tank, et donc à diminuer la consommation électrique de cette cuve frigorifique, le pré-refroidisseur permettrait de réduire de 30 à 50% la consommation électrique du tank.

Eau ?

L'eau utilisée par le pré-refroidisseur peut servir au nettoyage des quais et au rinçage de la machine à traire, ou alors peut être utilisée en circuit fermé, c'est-à-dire continuellement utilisée pour le pré-refroidisseur.

L'économie d'électricité n'est pas le seul avantage du pré-refroidisseur : le tank travaillant moins longtemps, les nuisances sonores inhérentes à son fonctionnement s'en trouvent réduites et, à long terme, le groupe frigorifique s'use moins.

Par ailleurs, le lait ainsi refroidi connaît un moindre choc thermique lorsqu'il entre dans le tank : cela favorise une réduction de la lipolyse. En cas de panne du tank, le lait sera soumis à moins de risques de dégradation de la qualité jusqu'à remise en route des groupes frigorifiques.

Enfin, comme le pré-refroidisseur repose sur le principe d'un échange de chaleur entre le circuit de lait et un circuit d'eau, il en ressort une eau légèrement tiédie, particu-



lièrement appréciée en cette saison par les vaches !

Entre 1 à 2,5 l d'eau sont nécessaires pour refroidir 1 litre de lait, selon le type de régulation envisagé et les réglages opérés : en dehors de l'abreuvement hivernal, la valorisation de l'eau et son stockage restent problématiques, notamment lorsque les vaches quittent le bâtiment pour le pâturage.

De 2000 à 5000 €

En fonction de sa taille (elle-même

Différents formats de pré-refroidisseurs existent en fonction de la taille de l'installation

dépendante de la taille de l'installation de traite) et de son type (échangeur à plaques ou tubulaires), le prix d'un pré-refroidisseur est compris entre 2000 et 5000 €, auquel il faut ajouter 500 à 1500 € d'accessoires (régulation, purges, filtres), et le coût de l'équipement destiné à la valorisation de l'eau.

En 2014, le Conseil général du Calvados maintient son aide à l'acquisition d'un pré-refroidisseur, d'un montant de 40% HT, avec un plafond de 1500 € pour ce matériel. Contact : Karine Levoir 02 31 57 14 66 - karine.levoir@calvados.fr ou Marina Margaritis - 02 31 57 15 79 - marina.margaritis@calvados.fr

Agnès Lebéhot

Tél. 02 31 70 25 26

a.lebehot@calvados.chambagri.fr

L'efficacité économique en élevage allaitant

La mise en place d'un système de production allaitante ne s'improvise pas. Il doit être techniquement et économiquement cohérent pour que cette activité permette de faire face aux engagements financiers pris et dégager une rémunération acceptable. Une étude des Chambres d'agriculture des Pays de Loire, des Deux Sèvres, d'Ille et Vilaine et de l'Institut de l'Élevage sur 290 exploitations en 2011 montre plusieurs voies pour améliorer l'efficacité économique de son exploitation.

Pas de modèle unique

Les analyses conduites sur ces systèmes de production montrent qu'il y a plusieurs chemins pour atteindre une efficacité économique permettant aux élevages allaitants de se rémunérer au-delà de

l'objectif de 1,5 Smic par Unité de main d'œuvre dédié à l'élevage. On peut distinguer 3 profils d'éleveur :

Les économes ou la maîtrise des charges. Ici, la conduite fourragère est le plus souvent extensive et repose sur la production des prairies en privilégiant le pâturage et limitant la constitution de stocks. Les charges (engrais, concentrés...) sont limitées au strict minimum ainsi que les équipements d'élevage et matériel.

Les productifs avec un volume de production important. La stratégie consiste à augmenter autant que possible la productivité globale des moyens de production de l'exploitation (surface, bâtiment, matériel...) et plus particulièrement la production par unité de main-d'œuvre. Les systèmes fourragers sont alors plus élaborés avec beaucoup de récolte sur prairie et éventuellement des cultures destinées à l'alimentation des troupeaux, voire à la finition des mâles.

Les valorisateurs font la différence sur le produit. Leur stratégie repose sur la valorisation des produits de l'exploitation. La qualité de finition des bovins viande, le choix de races bien conformées, la recherche de filières qualité ou de filières courtes, l'optimisation des aides, la diversification des activités... sont les leviers activés par ces éleveurs.

Entre ces profils d'élevages, on peut noter de forts écarts de coût de production par kilo de viande produit. Pourtant, tous parviennent à rémunérer la main d'œuvre de l'exploitation de façon satisfaisante. Tout est question de cohérence dans son système d'élevage. Une fois sa stratégie définie, les autres profils doivent servir d'exemple pour être plus rigoureux sur la maîtrise de ses charges, être suffisamment productif ou assurer une meilleure valorisation de ses produits sans dégrader ses points forts !

Perrine Géhin

Tél. 02 31 70 25 83

p.gehin@calvados.chambagri.fr

Entre les différents profils d'élevage, on observe de forts écarts de coût de production

Circulation des engins agricoles

Les éléments de la concertation sont en place

Depuis le printemps 2012, le Comité des Organisations Professionnelles Agricoles du Calvados conduit une réflexion sur le dossier de la circulation des engins agricoles.

Afin d'améliorer la sécurité sur les routes (notamment en réduisant la vitesse des automobilistes), de plus en plus d'aménagements sont réalisés, dans les bourgs, mais aussi en d'autres points « stratégiques » du réseau routier. La profession agricole est consciente de cette évolution nécessaire, mais a souhaité mettre en évidence la fonctionnalité de certaines réalisations par rapport à d'autres lorsqu'il s'agit de les emprunter au volant d'un tracteur, ou d'un camion de collecte ou de livraison.

Les travaux entrepris ont permis de nouer un dialogue de qualité avec les structures au contact des décideurs, dont notamment les administrations (DDTM et DREAL), le Conseil Général et l'Union de l'Amicale des Maires du Calvados.

Des référents agricoles sur tout le département

Un groupe de référents agricoles, répartis sur tout le département, est désormais mobilisable pour participer à des réunions de travail en amont de projets d'aménagement. Deux réunions ont été réalisées en décembre pour permettre à ces exploitants, connaisseurs des contraintes de l'activité agricole, de connaître et comprendre les obligations sécuritaires de la circulation routière. La concertation préalable se doit d'être privilégiée : le travail en amont des aménagements avec les référents agricoles est plus facile, et moins coûteux, que la reprise a posteriori de ces mêmes aménagements.

Par ailleurs, une plaquette « Aménagements routiers et circulations agricoles » est en

cours de diffusion auprès des collectivités locales du Calvados pour les sensibiliser à la mise en œuvre d'infrastructures compatibles avec le passage des engins agricoles.

Au-delà de la communication engagée, une porte d'entrée a été identifiée pour permettre la mobilisation du dispositif : pour toutes les questions relatives à cette problématique, les collectivités pourront transmettre un mail à copa.circulation@calvados.chambagri.fr.

Cette adresse vous est également destinée pour nous faire part de vos interrogations et remarques sur le sujet.

Par cette démarche, la profession a voulu poser les bases d'un fonctionnement visant à prévenir plutôt qu'à guérir, dans une logique durable d'échanges gagnant-gagnant.

Stéphane Berzinger

Tél. 02 31 51 66 31

s.berzinger@calvados.chambagri.fr



Réévaluation du SMIC au 1^{er} janvier 2014

Le SMIC a été revalorisé de 1,1% au 1^{er} janvier. Son taux horaire passe à **9,53 €** ce qui porte son montant mensuel brut à **1 445,42 €** (base 35 heures).

Retrouvez la nouvelle grille des salaires de la production agricole du Calvados sur www.webagri14.com, rubrique Emploi.



Aides au remplacement

De nouvelles règles en 2014 !

Si vous participez à une formation ou à une action de développement agricole, vous pouvez bénéficier d'une aide pour vous faire remplacer. Ce remplacement peut intervenir le jour de votre absence ou dans les 3 mois qui suivent.

Sont finançables **10 jours pour formation** (12 pour les jeunes agriculteurs) et **10 jours pour le développement**.

Les actions de développement éligibles sont celles inscrites dans le programme de développement agricole régional : l'énergie, l'agriculture et

l'élevage de précision, l'agro écologie, l'agriculture biologique, les circuits de vente de proximité, la stratégie et le pilotage d'entreprise et les projets territoriaux sur des territoires à enjeux.

70 € d'aide pour 7 heures

Pour ces 2 motifs, formation et développement agricole, les agriculteurs peuvent percevoir 70 € d'aide pour 7 heures de remplacement et 35 € pour 3,5 heures de remplacement.

Pour les jeunes agriculteurs (moins de 40 ans), l'aide est

majorée et portée à 105 €/jour. Pour en bénéficier l'agriculteur doit **impérativement** fournir à son service un justificatif d'absence (attestation de présence, justificatif sur l'honneur et invitation) au plus tard quand le remplacement est effectué.

L'aide sera déduite de la facture si le motif est éligible. Aucune demande après établissement de la facture ne pourra être acceptée.

Véronique Desauvais

Tél. 02 31 70 25 23

v.desauvais@calvados.chambagri.fr

Agenda

Printemps à la ferme

Samedi 17 et dimanche 18 mai

Les producteurs adhérents au réseau "Bienvenue à la ferme" ouvrent les portes de leurs exploitations à l'occasion du printemps.

Contact : Caroline Kervarec - Tél. 02 31 70 25 59.

Cultivons autrement 2014

Jeudi 22 mai, au lycée agricole de Vire

Plateforme expérimentale, démonstrations, témoignages... faites le plein de techniques innovantes adaptées aux exploitations de notre région.

Contact : Antoine Herman - Tél. 02 31 68 65 71.

Festival des AOC/AOP

Samedi 3 et dimanche 4 mai, à Cambremer

Après le Japon, en 2013, les Rencontres de Cambremer accueillent cette année la Norvège et ses produits sous identification géographique

Contact : Béatrice Rodts - Tél. 02 31 31 87 65.



Au fil du temps, les pneus valorisés sur l'exploitation en couverture de silos, deviennent des déchets

Pour en finir avec les pneus de silos !

De nombreux élevages utilisent des pneus pour maintenir les bâches sur les silos d'ensilage. Avec le temps, ces pneus se dégradent. Se pose alors la question de leur élimination : brûlage, enfouissement, reprise ? Quelles sont les solutions possibles, les opérateurs locaux, les coûts ?

Le pneu usé est un déchet. Tout détenteur est responsable de leur élimination. C'est donc bien à l'agriculteur de prendre en charge les dispositions nécessaires pour leur reprise, traitement, valorisation dans de bonnes conditions et dans le respect de la réglementation. Mais de quel pneu parle-t-on ?

Agriculteur recycleur ou agriculteur détenteur ?

Selon le Code de l'environnement, il est interdit d'abandonner, de brûler ou d'enfouir des pneus usés. Les voies de valorisation autorisées sont par exemple le rechapage, l'utilisation en sous-couche routière, l'incinération avec récupération d'énergie... Un paradoxe : le pneu usé de silo est reconnu comme un mode de

valorisation possible. L'agriculteur utilisateur de pneus usés en couverture de silo est alors un recycleur (bien souvent à titre gratuit). C'est ensuite que ça se corse ! Après quelques années sur les silos, exposés aux intempéries, aux UV... les pneus usés se détériorent. Des stocks de pneus non utilisables sur les silos s'accumulent. Ils redeviennent alors déchets et leur élimination aura un coût.

Sur la trace des pneus

Les opérateurs vraiment intéressés par les vieux pneus de silos sont peu nombreux dans la région. **Les cimenteries et incinérateurs** d'ordures ménagères reprochent à nos pneus un faible pouvoir calorifique, un état beaucoup trop dégradé, des dégagements de soufre trop importants (au regard des performances de leur dispositif de traitement des fumées), un approvisionnement irrégulier.

Les collecteurs agréés Aliapur ou FRP* restent sur les reprises de pneus chez les garagistes, ateliers de réparation, distributeurs spécialisés. Une éco-tax est appliquée sur chaque pneu neuf acheté et sert à organiser la valorisation et le recyclage des pneumatiques usagés (fonctionnement équivalent à ADIVALOR pour les emballages vides de produits phytos ou les films agricoles usagés). Les pneus agricoles de silo ne rentrent pas dans le champ de cette éco-contribution.

Ils sont généralement trop abîmés pour envisager du rechapage ou autre.

Le bilan des contacts pris par les Chambres d'agriculture de Basse-Normandie auprès des professionnels de la filière est donc bien maigre.

Valorisation géotechnique

Le site de SMC* à Feuguerolles-Bully (14) accepte les pneus de silos et les utilise pour faire du réaménagement de carrière. Leur mode de traitement est basé sur de la valorisation géotechnique (système pneusol®). Le principe repose sur une alternance de couches de pneus et de couches de remblai (gravats, béton concassé). SMC dispose d'une autorisation préfectorale. Compter entre 120 et 130 € HT par tonne de pneus, à livrer vous-même à l'entrée du site. La SIREC à Isigny-le-Buat (50) applique une opération de broyage aux pneus usagés. Le granulat est ensuite utilisé dans des cimenteries comme combustible de substitution.

Quelques transporteurs et collecteurs disposent de l'agrément pour la collecte, le transport et le traitement de ce type de déchet : ARD (Tracy-Bocage, 14), Le Feuvrier (Flers, 61), Pneus Lelièvre (Montsecret, 61). Les pneus sont stockés sur des sites de regroupement ou de transit, le débouché s'avérant généralement être SMC. Compter entre 180 et 230 € HT par tonne.

La technique Pneusol® chez SMC Feuguerolles-Bully : 1 tonne de pneus pour 40 tonnes de remblai



Avec l'appui financier de :



De plus en plus d'agriculteurs expriment le besoin de se débarrasser de leur stock de pneus et de les remplacer par des solutions alternatives (filet + boudins, géomembrane, géotextile, couverture bavaroise...). Les Chambres d'agriculture de Normandie étudient la possibilité de mettre en place des opérations de collecte des pneus courant 2014. Le schéma d'organisation d'une collecte type est aujourd'hui bien calé (choix du prestataire,

d'Argentan Mortrée Ecouché) ou le Calvados (pilotage FDSEA-JA, secteur de Falaise). L'objectif est maintenant de mobiliser des financements afin d'arriver à un coût de reprise acceptable restant à charge des agriculteurs (entre 50 à 70 €HT par tonne de pneus sur les phases tests après déduction des aides des collectivités locales et du 1% paysager de l'A88).

Un plan d'éradication des pneus de silos ?

L'état des lieux régional réalisé par les Chambres d'agriculture a permis d'estimer le gisement de pneus

(en moyenne 10 tonnes par élevage, soit une quantité totale de 90 000 tonnes en Basse-Normandie dont environ 20 000 tonnes pour le Calvados). Sans aller jusqu'à une élimination totale – certains éleveurs restent satisfaits du système pneus – la reprise de telles quantités prendra plusieurs années.

Des opérations de collecte seront donc proposées à des groupes d'agriculteurs existants ou à constituer, à l'échelle d'un canton ou d'une communauté de communes afin de limiter les coûts de transports et d'optimiser la logistique. L'idée est de regrouper sur un même site (tarmac d'une coopérative ou d'un négociant, chez un agriculteur en groupement, chez un adhérent de Cuma, dans une déchèterie communale, etc.), à une date fixée, un volume prédéterminé de pneus usés qui

seront le jour même (pas de stockage longue durée sur site) pris en charge par un transporteur agréé pour les convoier jusqu'à un centre de traitement où ils seront recyclés. Nous espérons mettre en place une dizaine d'opérations de collecte dans le Calvados à partir de l'été 2014 et les reconduire chaque année jusqu'en 2019. L'appel à candidature est ouvert à la fois pour les agriculteurs (cf. bulletin à nous retourner) mais aussi aux collectivités susceptibles d'être intéressées par ce type d'opération (contact : Stéphane Berzinger au 02 31 51 66 31).

Philippe Lerrant

Tél. 02 31 70 25 72

p.lerrant@calvados.chambagri.fr

Pour couvrir les silos d'ensilage, des alternatives aux pneus existent. Ici, la méthode bavaroise : micro bâche, bâche, filet, boudin

préinscription des éleveurs et engagement sur un tonnage de pneus à apporter, facturation, appel de subventions, etc.). Des opérations tests ont eu lieu dans l'Orne durant l'été 2013 (CUMA de Macé, GVA



Selon le type de pneus, voici quelques chiffres-clés pour estimer votre stock

	Poids moyen en kg	Nombre par tonne
Pneus tourisme VL	7	140
Pneus poids lourds	56	18
Pneus tracteur	100	10

Points d'attention pour l'agriculteur

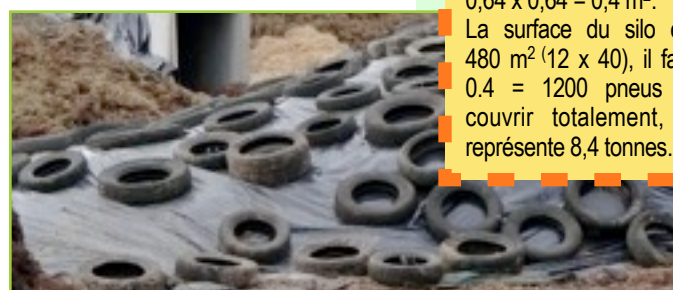
Avant de vous lancer dans une opération de collecte, il vous faut :

- ♦ évaluer la quantité de pneus présente sur votre exploitation,
- ♦ étudier les différentes solutions alternatives de couverture des silos et bien évaluer leur coût,
- ♦ vous engager à débarrasser tout votre stock, éventuellement par étapes (évacuation sur 2 ou 3 campagnes),
- ♦ vous engager à ne plus reprendre de nouveaux pneus en couverture,
- ♦ vous faire connaître en contactant Catherine Gouix au 02 31 70 25 34 ou en nous retournant le bulletin de pré-inscription, ci-dessous.

Comment évaluer votre stock de pneus ?

Prenons l'exemple d'un silo "couloir" de maïs de 12 m sur 40, couvert de pneus VL classiques de 64 cm de diamètre. La surface réelle couverte par chaque pneu est un carré de 64 cm de côté dont la surface est donc de $0,64 \times 0,64 = 0,41 \text{ m}^2$.

La surface du silo étant de 480 m^2 (12×40), il faut $480 : 0,41 = 1200$ pneus pour le couvrir totalement, ce qui représente 8,4 tonnes.



* FRP : France Recyclage Pneumatiques - SMC : Société des Matériaux Caennais

Bulletin de préinscription

En vue des prochaines collectes et pour nous permettre d'estimer l'importance de la demande et de mieux positionner les sites de regroupement dans le département, merci de nous retourner le bulletin ci-dessous.

Nom Prénom

Société Commune

Téléphone Tonnage à évacuer

Bulletin à retourner à :

Chambre d'agriculture du Calvados - Unité agronomie-environnement
6 promenade Mme de Sévigné - 14050 CAEN CEDEX 4

Juridique

Loi de financement de la sécurité sociale

Quelques **changements**
au 1^{er} janvier ou en **2014**

© Gilles Lagasse - Fotolia

La MSA obtient le monopôle dans la gestion de l'assurance maladie et accidents du travail des exploitants agricoles (article L 731-30 du code rural et de la pêche maritime notamment). En effet depuis le 1er janvier 2014 il n'est plus possible de se garantir pour ces risques auprès d'assureurs privés.

Jusqu'au 31 décembre 2013 il existait une possibilité de faire appel à des assureurs privés habilités par arrêté ministériel pour ces risques au sein d'APRIA-RSA (anciennement GAMEX). Désormais la MSA est le seul organisme social pour

ces deux branches de cotisations. Pour les personnes qui relevaient d'un contrat privé pour ces risques, le transfert de leur contrat vers la MSA s'opérera automatiquement, sans formalités de leur part, à compter du 1er juillet 2014. Depuis le 1er janvier, les cotisations sont recouvrées par la MSA.

L'assiette de calcul des cotisations sociales des membres de sociétés est modifiée (article L 731-14 du code rural et de la pêche maritime) pour inclure les bénéfices perçus par les membres non exploitants des sociétés agricoles soumises à l'impôt sur le revenu. Sont concernés les bénéfices perçus par les membres de la famille de l'exploitant agricole qui sont par ailleurs

associés non exploitants dans la société. Ces membres sont le conjoint ou partenaire de PACS et les enfants mineurs non émancipés. Sont intégrés dans la base taxable les bénéfices dont le montant excède 10% du montant du capital social (comprenant aussi les primes d'émission et les sommes versées en compte-courant).

Pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, le même dispositif existe pour les revenus de capitaux mobiliers.

Ces revenus pour les deux types de sociétés dès lors qu'ils dépassent les 10% du capital social ne sont pris en compte qu'à hauteur de 75% de leur montant pour déterminer l'assiette de calcul des cotisations.

Céline Dureuil-Boullier

Tél. 02 31 70 25 43
c.dureuil@calvados.chambagri.fr

Loi de finances pour 2014

Le **salairé différé** sera désormais soumis à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux (CSG/CRDS). La taxation commencera pour les sommes perçues à compter du 1^{er} juillet 2014.

L'exonération de taxe foncière sur les terrains agricoles non bâtis et situés dans une zone humide est supprimée.

Agriculture **biologique****Ravi** de la **monotraite** !

Traire une seule fois par jour ? Denis Leconte, éleveur à Viessoix, a fait l'expérience pendant 3 mois et voudrait que ça dure !



Thierry Métivier

Tél. 02 31 51 66 32
t.mativier@calvados.chambagri.fr

Au départ, Denis Leconte, sur sa ferme de 49 ha et 210 000 litres de lait voulait alléger sa charge de travail. "La traite durait 1h15 pour 27 vaches, avec ma salle de traite monoquai de 8 places. C'était trop à mon goût. Et sur la dernière campagne, j'ai eu plusieurs problèmes sanitaires qui ont fait flamber mes frais "vété". Mon troupeau avait des soucis de reproduction."

"J'ai décidé de franchir le pas de la monotraite le 1^{er} septembre 2013. Le troupeau était en fin de lactation (mois moyen de lactation de 7,2), je

prenais peu de risques. J'ai supprimé la traite du soir."

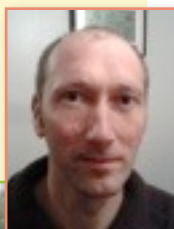
Comment ça s'est passé ?

"Impeccable au début" raconte l'éleveur. "A la mise en place, j'ai constaté que la mamelle était plus gonflée, mais pas de mammites. Les vaches n'ont pas perdu de lait avant la traite et elles n'ont pas fait de bruit". Durant le 2^{ème} mois, 2 mammites ont été soignées dont l'une sur une vache à 30 litres/j. Les comptages cellulaires ont augmenté en octobre sans passer les 250 000 ; bon résultat pour un troupeau en fin de lactation. La production journalière a baissé de 30% comme dans les références. Avant la monotraite, les vaches produisaient 23 l/j, puis 15 l/j après, constants sur les 2 mois.

Les taux ont fait un bond. "Sur les mois de septembre et octobre, les

TP et TB ont chacun pris 4 points. Je livre maintenant un lait à 35 et 45 avec mon troupeau Prim' Holstein. Le prix de mon lait a donc augmenté de 40 €/1000 l, pour un prix total versé de 407 € en septembre et 418 € en octobre. Ça s'est gâté au moment de la rentrée dans le bâtiment début décembre : 7 mammites. Pas à cause de la technique de monotraite, mais de son effet indirect : le bâtiment était trop chargé avec plus d'animaux. J'ai dû arrêter la monotraite au bout de 3 mois avec regret, tout en transférant des animaux dehors, en curant le bâtiment, réintroduisant le pré-trempage, etc...». Les comptages cellulaires sont redevenus très bas.

Denis étudie la conversion bio, car il n'est pas loin de remplir toutes les conditions. Il souhaite maintenir la monotraite toute l'année en augmentant son nombre de vaches.



Denis Leconte a trait son troupeau une fois par jour pendant 3 mois



formation

Soyez performant pour réduire vos coûts

Innovations, bien-être animal, comment loger les veaux ?

nouveau

Des clés pour choisir entre plusieurs modes de logement et maîtriser vos investissements tout en respectant les normes du bien-être animal ; une formation indispensable pour piloter votre projet.

1 session de 2 jours - 30 janvier, 6 février
Ouest Calvados - Contact : Sylvain Guérin - Tél. 02 31 70 25 53.

Limiter ses achats d'aliments grâce aux légumineuses

Repérez les solutions possibles pour gagner en autonomie et repartez avec les clés pour réussir la culture de légumineuses.

1 session de 1 jour - 6 mars à Vire -
Contact : David Delbecq - Tél. 02 31 68 11 67.



Dresser son chien de troupeau

Faites de votre chien un allié indispensable pour gagner temps et sécurité dans le maniement de vos animaux. Des exercices pratiques sont proposés au champ pour valider les acquis du maître et de son animal.

1 session de 4 jours - les 15 mai, 27 juin, 4 septembre et 4 novembre à Roullours
Contact : Agnès Lebéhot - Tél. 02 31 70 25 26.

Fin des quotas laitiers : comment réagir ?

Vous souhaitez produire plus de lait. Est-ce possible et avec quelles adaptations pour accompagner les changements : main d'œuvre, bâtiment, salle de traite, alimentation, réglementation... Les différents postes caractérisant l'organisation de votre production laitière seront abordés pour que vous puissiez identifier vos marges de manœuvre.

1 session de 1,5 jour - le 7 mars - Contact : Béatrice Rodts - Tél. 02 31 31 87 65.

Avec la **Chambre** d'agriculture, dynamisez vos **compétences**

Techniques de production animale, produits fermiers, agriculture biologique... nous vous proposons toute une offre de nouvelles formations pour optimiser la gestion technique et économique de votre entreprise.

N'hésitez pas à vous inscrire ! C'est le moment.

Dopez vos ventes en produits fermiers

Aménager son point de vente et le rendre attractif

Des règles pour présenter vos produits et améliorer vos relations commerciales pour plus de ventes réussies.

1 session de 1 jour - Le 3 mars à Caen
Contact : Caroline Kervarec - Tél. 02 31 70 25 59.

Produits fermiers : à quel prix vendre ?

Comment déterminer son prix de vente : un point important pour la réussite d'une politique commerciale rentable. Coût de revient, prix de marché et clientèles ciblées seront abordés avec un intervenant spécialiste des circuits courts.

1 session de 1 jour - Le 4 mars à Lisieux
Contact : Caroline Kervarec - Tél. 02 31 70 25 59.

Abattre ses volailles à la ferme : hygiène et techniques

Réaliser l'abattage et la découpe impose des règles strictes d'hygiène. Pour maîtriser les techniques d'abattage dans le respect de ces règles, un conseiller spécialisé vous précisera les règles de base et l'organisation pratique permettant d'y répondre. Exercices dans un atelier d'abattage.

Une session de 2 jours - Les 3 et 4 avril 2014 (lieu à préciser) - Contact : Caroline Kervarec - Tél. 02 31 70 25 59.

Spécial Certiphyto

Dès octobre 2014, le Certiphyto sera obligatoire pour tout acheteur ou utilisateur de produits phytosanitaires. Il est valable 10 ans pour les exploitants agricoles, 5 ans pour les travaux et services. N'attendez pas !

Session de 2 jours les 4 et 11 avril à Vire.

Certiphyto "salarié"

Vous êtes salarié et vous avez un projet d'installation, optez pour le certificat "Décideur en exploitation agricole".

Vous utilisez des produits phytosanitaires dans le cadre de votre activité professionnelle, la formation vous permet d'obtenir un certificat "opérateur en exploitation agricole".

Contact : Véronique Hardoin - Tél. 02 31 70 25 33.



Je prépare l'avenir avec la formation !

Formez-vous à l'agriculture biologique



Bio en Angleterre : grands troupeaux, pâturage, vèlages groupés, mono traite

Concilier herbe et grands troupeaux : des visites d'exploitation en Angleterre pour découvrir des organisations inhabituelles en système laitier.

1 session de 4 jours à partir de mars - Pour plus de précision, nous consulter - Contact : Thierry Métivier - Tél. 02 31 51 66 32.

Conduire les associations céréales et protéagineux en bio

Des techniques adaptées à votre objectif : autoconsommation, vente, grain ou ensilage, blé enrichi en protéines.

1 session de 1 jour - Le 27 mars à Villers Bocage - Contact : Thierry Métivier - Tél. 02 31 51 66 32.

Sans oublier nos formations destinées aux employeurs :

Rédiger son document unique d'évaluation des risques.

Vire, les 4, 11 et 18 mars.

Vérifier ses engins de levage et de manutention.

Vire, le 6 mars.

Contact : Fabrice Renard - Tél. 02 31 70 25 38.

Avec l'appui financier de



Tarif : 65 € par jour sauf mention spéciale. Conditions particulières sur certains stages - prise en charge possible par le FEADER.

Notre programme complet de formation est en ligne sur www.webagri14.com



Mesures agri- environnementales

Contractualisation possible en 2014 pour certains...

Depuis 1992, les agriculteurs du Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin peuvent bénéficier d'aides. En contrepartie, ils adoptent des pratiques plus respectueuses de l'environnement (fauches tardives permettant l'envol des oiseaux nicheurs, réduction de la fertilisation afin de protéger la flore et la ressource en eau...).

Aujourd'hui appelées Mesures Agri-Environnementales territorialisées (MAEt) - remplaçant les CTE et les CAD - elles consistent en un engagement de 5 ans entre des agriculteurs volontaires et l'Etat qui concerne

les marais classés en zone Natura 2000 et des secteurs complémentaires. Plusieurs cahiers des charges sont proposés pour les prairies, les fossés et les mares. Une nouvelle campagne de contractualisation va débiter. Les dossiers devront être déposés avant le 15 mai 2014 à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

Pour vous renseigner et pour l'instruction de votre dossier, joignez Nicolas Fillol ou Célia Bresson au Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin au 02 33 71 61 90.



...mais pas pour d'autres !

En revanche, sur le territoire du Bassin de Saon, identifié au titre de ses enjeux pour la qualité de l'eau, le Syndicat d'Alimentation en Eau Potable a choisi de ne pas déposer de dossier pour être reconnu "opérateur local". Ce choix s'appuie sur une enquête réalisée courant 2013 auprès des exploitants détenant des parcelles sur le territoire, enquête destinée à appréhender la volonté de ceux-ci à s'engager dans cette démarche de contractualisation volontaire.

Fin 2013, l'Etat et la région, en charge de la gestion du dossier, ont informé les territoires concernés des règles applicables aux MAEt pour la campagne 2014 : pour les territoires comme le Bassin de Saon, les mesures

proposées perdaient grandement en intérêt pour l'exploitant en diminuant systématiquement l'aide octroyée par hectare. Par ailleurs, un nouveau programme faisant jour en 2015, mais encore mal connu aujourd'hui, pourrait se révéler plus attractif.

Le SAEP ayant donc opté pour ne pas porter de dossier pour 2014, les exploitants de la zone ne pourront donc pas contractualiser en 2014 de MAEt, mais les engagements en conversion en Agriculture Biologique ou en Système Fourrager Economique en Intrants seraient toujours accessibles.

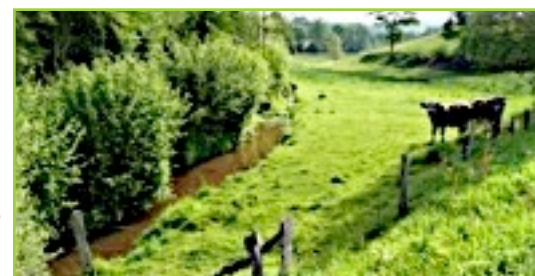
Pour toute information, n'hésitez pas à nous contacter.

Stéphane Berzinger

Tél. 02 31 51 66 31

s.berzinger@calvados.chambagri.fr

**Dans les zones
Natura 2000, des
MAEt peuvent être
contractualisées
sur prairies**



Journée d'information

Pour tout savoir sur les cours d'eau et les zones humides

C'est dans le cadre de Natura 2000 qu'une sortie a été proposée aux élus et agriculteurs le 26 novembre : le matin sur le Bassin de la Souleuvre au Tourneur et l'après-midi sur le bassin de la Druance à Roucampes.

Le CPIE des Collines normandes et la Chambre d'agriculture du Calvados se sont entourés de l'Office National de l'Eau (ONEMA) et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du

Calvados (DDTM) pour pouvoir répondre à toutes les questions.

Au total, ce sont environ 50 personnes qui se sont réunies pour obtenir des réponses concrètes.

Comment reconnaître un cours d'eau ? Un cours d'eau se reconnaît par la présence d'un lit naturel différent des berges et doit avoir un débit une partie de l'année au moins (il peut être sec l'été par exemple).

Doit-on clôturer l'accès du bétail à la rivière ?

Et comment entretenir la végétation ? Il a été rappelé que ce sont les propriétaires-riverains qui doivent entretenir cette végétation (ou l'exploitant, en accord avec le

propriétaire) et qu'il n'y a pas d'obligation de clôturer, mais que c'est conseillé dans certaines situations. En effet, le piétinement répété des berges et du lit de la rivière est néfaste à la qualité de l'eau.

Peut-on recaler une buse ou créer des fossés d'assèchement ?

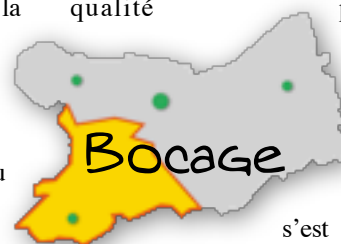
Et que dire du curage des cours d'eau ? Toutes ces pratiques sont encadrées par la réglementation et concernent les agriculteurs, propriétaires privés et collectivités. Pour toute intervention, il faut donc se renseigner au préalable auprès de la Police de l'Eau (DDTM ou ONEMA).

d'eau, souvent humides, sont difficiles à exploiter, c'est pourquoi des MAEt (Mesures Agri-environnementales territorialisées) sont

proposés aux agriculteurs de ces deux sites Natura 2000 pour soutenir l'exploitation de ces terrains.

Cette journée s'est conclue sur le rôle parfois oublié mais pourtant majeur des cours d'eau et zones humides : assurer une eau potable de bonne qualité et en quantité suffisante, bien commun nécessaire à tous !

Pour tout renseignement contactez ONEMA : 02 31 28 71 68 ou le CPIE des Collines normandes : 02 33 96 79 70.



**Recaler une buse, créer des
fossés d'assèchement, avant toute
intervention, il faut se renseigner
auprès de la Police de l'Eau**

Terrains à fortes contraintes

Les parcelles en bord de cours

Aurore Duval / Marie Deville

CPIE des collines Normandes

Filière pomme de terre et oignon

Au menu de nos groupes cultures, de février à juin

Conseil en tours de Plaine, formations, notre appui aux groupes cultures vise deux principaux objectifs. Il s'agit de répondre aux besoins ponctuels,

"GPS et systèmes de guidage". Pour identifier les différences de précision entre les systèmes, choisir un système de guidage en fonction de ses besoins, la formation aborde le fonctionnement des GPS,



La qualité des blés vis-à-vis des taux de protéines, une question d'actualité abordée au sein de nos groupes cultures

« tactiques » sur la conduite printanière des cultures, adapter les pratiques au développement végétatif, à la météo, aux bio-agresseurs présents ou absents, toujours en conciliant marges et raisonnement des charges. Nous abordons aussi des questions stratégiques de l'exploitation : par exemple les rotations, les techniques de travail du sol...

En ce qui concerne la « tactique », l'état actuel des céréales risque d'orienter les débats sur les adaptations des itinéraires techniques sur des blés et orges précoces et développés : « intensité » des régulateurs de croissance selon potentiel des sols et variétés, désherbages dans les situations non gérées à l'automne, risques éventuels de maladies, fractionnement de la fertilisation azotée.

Voici quelques thèmes spécifiques abordés en formation, par certains groupes, en cette fin d'hiver et courant 2014 :

"Du pulvérisateur à la plante, j'optimise ma pulvérisation". Le contenu développe les buses, pression, dérive, l'adaptation des réglages en fonction des conditions, équipements de sécurité.

les sources d'erreur, le dGPS, le RTK, la rentabilité. Le contenu est proposé en partenariat avec un conseiller machinisme de la Fédération des CUMA de Basse-Normandie.

"Fertilité biologique des sols et techniques culturales simplifiées".

Sur 2 jours, indicateurs de la fertilité biologique des sols, lire dans le sol comme dans un livre ouvert, gestion de la matière organique, effets des techniques sans labour et efficacité des activateurs de vie biologique.

Egalement en discussion dans les groupes, la qualité des blés vis-à-vis des taux de protéines qui revient très nettement dans l'actualité. Cette préoccupation de la filière est prise en compte dans nos conseils (note technique info-conseil cultures à paraître), dans les thématiques d'expérimentation mises en place, et engendrera des formations à venir.

Nous proposerons par ailleurs au second semestre 2014 des séquences sur les outils agronomiques pour limiter les adventices les plus problématiques.

Jacques Girard

Tél. 02 31 53 55 07

j.girard@calvados.chambagri.fr

Vos produits fermiers sur internet

Le drive fermier ouvre le 21 mars

Les habitudes des consommateurs évoluent et chaque année, le nombre de transactions commerciales sur internet progresse. Les producteurs fermiers du Pays d'Auge ne voulaient pas être en reste, d'où l'idée d'ouvrir un drive fermier près de Lisieux. Le premier retrait de produits sera possible dès le 21 mars 2014.

Deux autres points de retrait sont à l'étude : Honfleur et St Pierre sur Dives

Plusieurs "Drives fermiers" du même type existent déjà en France, pour la vente directe de produits locaux à partir d'un "marché virtuel" sur internet. Le tout

premier avait été lancé en 2012 en Gironde. Le mode d'emploi est simple, il faut en premier lieu s'inscrire sur le site www.drive-fermier-paysdauge.fr où l'on peut consulter, à tout moment, les produits disponibles. Puis commander et payer (paiement sécurisé par le Crédit agricole), jusqu'au mercredi minuit pour une livraison le vendredi suivant entre 15h30 et 18h30. Enfin, il faut passer au point de retrait, et récupérer sa commande (pas de montant minimum).

Un point de retrait sous serre

Thierry et Elisabeth Pidou, horticulteurs, route de Falaise à St Désir sont attachés aux produits de qualité. Ils sont également convaincus de l'intérêt des circuits

courts, et de la nécessité de rapprocher producteurs et consommateurs. C'est spontanément qu'ils ont proposé à l'association de mettre à disposition une partie de leur serre ainsi que leurs infrastructures (parking, chariots...).

Dans l'air du temps, ces « Drives fermiers » ont été imaginés pour compléter l'offre des marchés de producteurs, des accueils à la ferme, des AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) et d'autres formules de circuits courts de ventes directes.

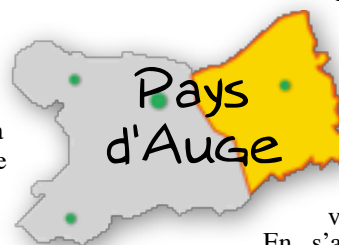
En s'appuyant sur l'outil « mes produits en ligne » développé par le réseau des Chambres d'agriculture, le drive répond à une envie de consommer local tout en bénéficiant des avantages du service rapide. Il propose des prix producteurs et garantit des produits frais et de qualité. Il présente une diversité dans les marchandises : produits issus de laits de vache ou de chèvre, fruits, viande bovine et ovine, volailles, légumes de saison et produits cidricoles issus de l'agriculture conventionnelle et biologique.

Un projet soutenu par le CIPPA et la Chambre d'agriculture et pour lequel 20 producteurs ont répondu présents avec à leur tête Françoise Spruytte, présidente de l'association "Goûtez le Pays d'Auge".

Béatrice Rodts

Tél. 02 31 31 87 65

b.rodts@calvados.chambagri.fr



S'inscrire sur internet, commander et payer, puis passer au point de retrait récupérer sa commande.

Vous avez
un
projet
bâtiment ?



Ayez le réflexe **Chambre** **d'agriculture !**

Nous vous proposons :

- Une étude de la faisabilité de votre projet sous l'angle technique, économique et réglementaire
- La réalisation de vos plans et de votre demande de dossier de demande de permis de construire ou de votre déclaration préalable
- Les conseils de spécialistes en bâtiments agricoles
- Un suivi personnalisé de votre projet.

Notre équipe bâtiment peut également intervenir pour :

- L'évaluation de la valeur de vos bâtiments
- La mise à jour de votre dossier ICPE
- La mise à jour de votre plan d'épandage
- L'appui à la réalisation de vos dossiers de demande d'aide (PMBE...)
- La réalisation de diagnostics "amiante".

Contactez notre équipe bâtiment au 02 31 70 25 55 ou par mail : bâtiments@calvados.chambagri.fr

Vous souhaitez :

- construire ou aménager un bâtiment en milieu rural.
Votre projet concerne la construction d'une stabulation, d'un stockage pour le fourrage, d'un hangar pour ranger le matériel ou stocker des céréales, d'une écurie, d'un atelier de transformation, d'un gîte...
- bénéficier d'une véritable expertise de spécialistes de la construction en milieu rural.
- évaluer la faisabilité technique de votre projet et avoir une approche du montant des investissements.
- avoir un accompagnement tout au long des démarches réglementaires, du dépôt du dossier jusqu'à l'autorisation de construire.

Les de notre service bâtiment

- ◆ l'intervention de conseillers spécialisés en bâtiments
- ◆ Une expérience de plus de 30 ans
- ◆ Des références reconnues dans de nombreux domaines (l'élevage sous toutes ses formes, bovins, cheval, caprins, ovins..., les ICPE, la construction en milieu rural...)
- ◆ Un service certifié
- ◆ La participation à de nombreux réseaux d'experts.

Le respect des lois et règlements

Nous connaissons et respectons les lois et règlements en vigueur s'appliquant aux activités de notre organisme et à votre entreprise en lien avec la prestation.

Extrait du code d'éthique de la Chambre d'agriculture du Calvados fondé sur nos valeurs et destiné à protéger vos intérêts essentiels.

Chambr'Agri 14 est un mensuel édité par la Chambre d'agriculture du Calvados

Directeur de la publication : Michel Legrand
Rédacteur en chef, maquette : Philippe Le Panse
Chambre d'agriculture du Calvados, 6 prom.
Madame de Sévigné, 14 050 CAEN cedex 4
Tél. 02 31 70 25 25 - Fax 03 31 70 25 70
Mél. communication@calvados.chambagri.fr
Dépôt légal à parution - ISSN 1145-1270
Crédit photo : Chambre d'agriculture, sauf mention contraire. Imprimerie Anquetil.